

POUR UNE RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE

Vers une 6^{ème} République écologique et la fin de la monarchie présidentielle

Dès l'été 2022 : convoquer une **convention citoyenne pour le renouveau démocratique** – sur le modèle de la *Convention Citoyenne Climat* – destinée à déterminer comment : **rééquilibrer les pouvoirs du président et du parlement** ; permettre l'intervention populaire dont notamment la **question du RIC délibératif** ; changer les visages du parlement grâce à des critères de représentativité ; réduire la technocratie ; mieux **prendre en compte le long terme** ; poser la question du **droit de vote à 16 ans** ; et constitutionnaliser la séparation des pouvoirs judiciaire et exécutif.

- **Créer des observatoires citoyens** dotés de moyens administratifs, chargés de lutter contre la corruption et d'imposer la transparence.
- **Instaurer une justice accessible à tous et d'une police républicaine proche des citoyens** ;
- **Concentrer le rôle de l'armée**, ses moyens et ses missions, sur la défense du territoire de la République.
- **Pour une Europe démocratique, sociale et écologique**

L'Europe est un espace idéal pour faire face à la mondialisation néolibérale. L'Union européenne en a malheureusement souvent été un des vecteurs. L'arrivée au pouvoir d'une gauche unie et déterminée en France commencera à changer la donne.

Un gouvernement de gauche opérera le retrait de notre pays du traité sur la charte de l'énergie. Il dénoncera immédiatement unilatéralement la directive « travailleurs détachés ». Il refusera de ratifier les traités de libre-échange type CETA et TAFTA. Il signera le Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN).

Il refusera toute injonction anti-démocratique à de soi-disant réformes « structurelles » venues d'en haut.

Le Parlement mandatera le gouvernement pour défendre au sein du Conseil européen et publiquement auprès des salariés européens :

- **le refus de l'ordre ordo-libéral** et de tout retour à l'euro-austérité ;
- **la mise en place progressive d'un SMIC européen** aligné sur le plus élevé, en parité de pouvoir d'achat. Le principe de faveur, l'alignement par le haut des droits sociaux.
- **l'adoption d'une fiscalité directe progressive**, notamment via des impôts européens sur les sociétés, les hauts revenus et les gros patrimoines ;
- **l'accroissement du rôle du Parlement européen** (seule instance élue) en matière sociale, budgétaire, financière, démocratique face aux institutions non élues, telles que la BCE ou encore la Commission.

En appelant à la solidarité en Europe et en appliquant notre programme en France, nous gagnerons un rapport de force en vue de transformer l'Union européenne et de modifier profondément ses traités actuels. Cela pourra alors déboucher sur une proposition à tous les États européens de la tenue d'une Assemblée constituante démocratique.

Jean-Pierre Coté